

## RESTAURANTS ET CAFÉS

## Vers l'interdiction de fumer

**Le décret interdisant l'usage de la cigarette dans les lieux publics va être révisé. Le département de Amar Tou pense copier le modèle français en interdisant la cigarette, y compris dans les restaurants et les cafés.**

Nawal imès - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé motive cette décision par la hausse inquiétante des cancers du larynx. «Peut-être devrions-nous aller vers plus de restrictions pour contrecarrer les effets néfastes du tabagisme. Nous devons méditer et pourquoi pas mimer l'exemple français», a-t-il annoncé, dévoilant ainsi son intention de recourir à des mesures encore plus

restrictives que celles déjà prévues par l'ancien texte. «Nous travaillons sur une loi pour aller au-delà du décret en vigueur et qui ne répond finalement pas à toutes les exigences en matière de santé. Ce que j'ai vu à Annaba dans le service qui s'occupe des greffes du larynx nous oblige à réfléchir sérieusement sur la situation et à adopter les mêmes mesures que celles prises en

France», a déclaré Amar Tou qui n'a cependant pas évoqué la non application des dispositions du décret de septembre 2001, et l'instruction ministérielle en mars 2002 interdisant l'usage du tabac dans les lieux publics.

Force est de constater que sur le terrain, personne ne respecte ces interdictions. Aussi bien dans les hôpitaux, dans les aéroports ou dans les transports en commun, les fumeurs grillent leurs cigarettes au mépris de toutes les lois. Le tabagisme constitue pourtant en Algérie un

problème de santé publique. La mortalité liée au tabac est estimée à 15 000 décès par an. Environ, 30 000 nouveaux cas de cancer sont diagnostiqués chaque année dans notre pays, avec une augmentation de 50% du nombre de cas entre 1986 et 2000. Près de 20 000 personnes meurent chaque année du cancer en Algérie. L'augmentation de l'incidence des cancers pulmonaires au cours de ces dernières années, ajoutés à celui du larynx n'ont pas pour autant poussé les pouvoirs publics à être plus rigoureux. N. I.

## La greffe d'organes face aux difficultés du terrain

L'absence d'un registre de donneurs et les résistances face au prélèvement sur cadavres freinent le développement des greffes d'organes. Pourtant, les prévisions des différents centres greffeurs sont optimistes. Toutes spécialités confondues, les greffes devraient être en hausse en 2008. Réunis autour du ministre de la Santé, les spécialistes ont fait le bilan de 2007, présenté les perspectives pour 2008 et fait part des difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain. A l'unanimité, les spécialistes estiment que, tant que le prélèvement sur cadavres n'est pas développé, la greffe ne connaîtra pas d'essor important. Sensible à leurs arguments, le ministre de la Santé a néanmoins expliqué que la question ne pouvait être traitée par un simple article de loi, car elle est d'ordre sociétal plus que législatif. Pourtant sur le terrain, la difficulté est durement ressentie. Un médecin présent, hier, à la réunion qui s'est tenue au siège du ministère de la Santé a expliqué comment son équipe avait tenté un prélèvement sur cadavres, une «véritable aventure» qui s'est soldée par un échec car, explique-t-il, une telle opération exige la

participation de plusieurs services. Autre entrave rencontrée par les médecins, l'absence d'un registre de donneurs qui répertorie toutes les personnes candidates et éligibles pour faire un don. Il existe bel et bien un comité de transplantation mais les spécialistes plaident pour une agence de transplantation qui centraliserait toutes les informations à l'instar de ce qui se fait dans

beaucoup d'autres pays comme le Liban, le Koweït et l'Arabie saoudite. Côté chiffres, en 2007, 395 greffes de cornea ont été réalisées, 186 de reins, 120 de moelle, 9 de foie et 100 d'oreilles. En 2008, il est prévu une évolution dans toutes les disciplines d'autant qu'aux dires du ministre, tous les moyens financiers ont été mis à la disposition des CHU pour pouvoir accélé-

rer la cadence. Pour Amar Tou, la question de la greffe ne saurait se limiter à l'apport du public. Le secteur privé est appelé à apporter sa contribution. D'ailleurs, une réunion est prévue avant la fin du mois avec l'ensemble des intervenants. En attendant, les candidats à la greffe sont réduits à saisir le ministre de la Santé pour espérer être programmés... N. I.

## EN DÉPIT D'UNE BAISSSE DE 22% DES TRANSFERTS À L'ÉTRANGER

## Toujours autant d'aberrations !

La diminution de 22 % du taux de transfert des malades à l'étranger pour soins ne constitue visiblement pas un exploit aux yeux du premier responsable du secteur. Amar Tou en attend d'avantage d'autant que beaucoup de décisions sont contestables. La commission qui statue sur les transferts reçoit des «malades» orientés par leurs médecins vers l'étranger pour y subir une fécondation in vitro, pour des petits soucis de dermatologie voire des personnes dans un état comateux. Pourtant la législation est claire. Certaines familles sollicitent des transferts à l'étranger pour des chimiothérapies qui utilisent des drogues non encore validées en Algérie car il s'agit de techniques innovantes qui relèvent plus de l'expérimentation. Les transferts à l'étranger ne sont possibles qu'en cas de risque vital ou en l'absence de solutions thérapeutiques

en Algérie. Certains médecins cèdent à la pression des familles, qui espèrent sauver leurs proches en les envoyant à l'étranger. Résultat, beaucoup de malades partent aux frais de la Sécurité sociale, pour des greffes par exemple et reviennent bredouilles car le processus est trop long. Selon des statistiques fournies, hier, par le ministère de la Santé, en 2007, sur 1667 dossiers présentés à la commission, 779 ont été acceptés. En tête des pathologies qui nécessitent ces transferts, les maladies cardiovasculaires, suivies des affections ophtalmologiques puis par la neuro-chirurgie. En 2006, ils étaient 1002 personnes à avoir été transférées, tandis que les prévisions du ministère tablent sur une diminution, à moyen terme, de ces transferts et leur suppression pour certaines maladies. N. I.

## SON PROCÈS S'EST TENU DIMANCHE DERNIER À LA COUR D'ALGER

## Le mystère Kaddour Gouaïche reste entier

**Le procès Kaddour Gouaïche, proche conseiller de Abdelaziz Bouteflika et président de l'Association des zaouïas d'Algérie, s'est tenu dimanche après-midi devant la chambre criminelle près la cour d'Alger. L'audience s'est déroulée en l'absence du principal accusé qui semble avoir bénéficié d'un «traitement d'exception». Le procureur général a requis un durcissement des peines à l'encontre des autres prévenus. Le verdict sera rendu le 3 février prochain.**

Tarek Hafid Alger — (Le Soir) - Que se cache-t-il derrière l'affaire Gouaïche ? Condamné à quatre ans de prison ferme et à une amende de 100 000 DA, l'ex-conseiller du président de la République n'était pas présent à la cour d'Alger. L'absence de Gouaïche s'expliquerait par le fait que le parquet du tribunal de Sidi-M'hamed n'a pas fait appel dans le jugement rendu en première instance. Pourtant ce dernier jouit actuellement d'une totale liberté. Poursuivis pour escroquerie et complicité dans la passation illicite de marchés publics, les neuf autres prévenus ont, quant à eux, répondu présent dimanche dernier. Omar Idrenmouche est le premier à passer à la barre. L'homme, un cadre de l'Etat à la retraite, a du mal à s'exprimer en arabe. Aux questions du magistrat, il reconnaît être membre du Groupe d'intérêt commun (GIC), un bureau de consulting qui était chargé d'assister et de conseiller les investisseurs étrangers. «Le GIC était en voie de constitution, mais il a été dissous car nous n'avions décroché aucun contrat», explique-t-il. Omar Idrenmouche nie toutefois avoir un quelconque lien avec Gouaïche Kaddour.

«Tout est faux»

«Je ne connais pas ce Gouaïche, la première fois que je l'ai vu, c'était en prison.» Le juge revient à la charge et maintient le fait qu'il existe une relation entre Gouaïche et lui. «Lors de votre audition par la police judiciaire, vous avez reconnu être en contact avec Gouaïche. Vous avez avoué avoir reçu une Mercedes, une Golf ainsi que la somme de 1,5 million d'euros. Selon vous, cela représentait une commission pour avoir réussi à décrocher des projets pour le compte de l'entreprise italienne Astaldi. Vous avez également dit que Gouaïche percevait entre 50 et 70% de ces

sommes. C'est écrit noir sur blanc sur le procès-verbal que vous avez signé. C'est votre propre signature qui est apposée au bas de ce document.» Le juge lui montre le document. Omar Idrenmouche reconnaît que c'est sa signature mais nie en bloc toutes les déclarations. «Je vous dis encore une fois que j'ai connu Gouaïche en prison. En plus, mes associés et moi n'avons rien perçu dans le cadre du GIC puisque nous n'avons décroché aucun contrat, ni avec Astaldi ni avec aucune autre entreprise étrangère.» Le juge appelle Abdelkader Amalou à la barre. Membre du GIC, lui aussi dément connaître le président de l'Association nationale des zaouïas d'Algérie. «Je ne connais pas Gouaïche.» Le juge insiste. «Vous dites ne pas le connaître pourtant vous et vos associés étiez les intermédiaires entre les investisseurs étrangers et Gouaïche, et lui négociait directement avec les responsables de l'administration centrale.» Amalou nie tout en bloc. Le magistrat se fait insistant, en revenant sur les déclarations inscrites dans le P-V de la police judiciaire. «Je ne sais plus ce que j'ai dit et pas dit. Ils ont refusé que je lise le P-V. Ils m'ont dit que c'est la procédure. Ils m'ont mis tout nu, monsieur le Président. Tout nu», rétorque le prévenu. Puis vient le tour de Mohamed Tayeb Antri, autre associé du Groupement d'intérêt commun. La question du magistrat est toujours la même : «Quelle est votre relation avec Gouaïche ?» Antri répond de la même manière que les prévenus qui l'ont précédé. «Je n'ai aucune relation avec Gouaïche. Je ne l'ai connu qu'en prison.» Le magistrat reprend des passages du procès-verbal dans lesquels il est fait état d'importantes sommes d'argent en euros que lui a versées Astaldi. Antri est catégorique : «Tout ceci est faux.»

«J'ai été passé à tabac»

Dernier membre du GIC à passer à la barre, Hadj Aïssa Guettaf est accusé d'avoir facilité l'octroi de plusieurs marchés publics, notamment celui relatif à la réalisation de la voie ferrée Mécheria-Béchar en faveur de l'entreprise française TSO. Lui aussi dément tous les faits inscrits dans le P-V du DRS, service chargé de l'audition. «Tout ceci est faux, monsieur le Président. J'ai dit tout ceci car j'ai été passé à tabac», a indiqué Guettaf à l'adresse du juge. Ce dernier appelle Messad Abdenacer, membre de la Commission nationale des marchés publics, accusé d'avoir facilité les signatures de contrats. Il lui est éga-

lement reproché d'avoir vendu un terrain à Guettaf. Une partie de la transaction a été effectuée en devises. Le procès, qui jusque-là était bien assez compliqué, prendra des allures rocambolesques. Vittorio Angelino, le directeur général d'Astaldi Algérie, est accusé d'avoir versé des pots-de-vin pour obtenir des marchés alors que ceux-ci ont été octroyés à son entreprise 3 ans avant qu'il ne soit nommé en Algérie... Mme Aouaouche Bey Boumezzag, secrétaire à la retraite depuis 1997, est poursuivie pour avoir eu une discussion téléphonique avec Gouaïche... Mme Leila Bouhamdani, ex-secrétaire au ministère de l'Hydraulique, qui serait une complice de l'ex-conseiller de Abdelaziz Bouteflika. Il y a plus fort encore. Sofiane Chabana, dernier prévenu à passer à la barre, est accusé d'avoir acheté à Gouaïche un appartement d'un milliard de centimes dans une importante promotion immobilière de la capitale. En contrepartie, il devait lui faciliter l'acquisition d'une usine en voie de privatisation dans la région de Constantine. Il s'avéra, en définitive, que l'argent qui a été viré dans les comptes du promoteur provenait du compte personnel de... Mme Gouaïche.

Un procès monté de toutes pièces ?

Il est important de préciser que toutes les personnes impliquées dans cette affaire ont été dénoncées par Kaddour Gouaïche. Aurait-il agi de la sorte afin de protéger ses véritables complices, des individus très puissants ? La question reste posée. Lors des plaidoiries, les avocats de la défense ont tenté de démonter les accusations. Ils démontreront, tour à tour, que leurs clients n'ont pu toucher de pots-de-vin — ou même en octroyer — puisqu'il n'existe aucune preuve concrète qui confirme ces actes de corruption. Les P-V d'auditions sont, selon les avocats, les seules pièces de ce dossier. Le procureur général développera un tout autre argumentaire. «Aujourd'hui, nous sommes face à la problématique suivante : les prévenus ont avoué des faits lors de la phase d'audition. Leurs propos correspondent à des actes bien précis. Mais aujourd'hui, ils rejettent en bloc les aveux faits précédemment», dira-t-il en dénonçant «la fuite en avant» des prévenus. Il finira par requérir un durcissement des peines. Ces dernières étaient de 18 mois de prison ferme en première instance. Le verdict sera connu le 3 février prochain. Entre-temps, le mystère Kaddour Gouaïche reste entier. T. H.

1<sup>re</sup> CONFÉRENCE  
SUR LA GESTION  
DES DÉCHETS MÉNAGERSLes décharges publiques,  
véritables plaies  
pour l'environnement

La problématique de la gestion des déchets ménagers représente actuellement une des préoccupations environnementales principales en raison des risques potentiels sur l'environnement et la santé des citoyens. Ce thème a été d'ailleurs, hier, au centre des débats de la 1<sup>re</sup> conférence algéro-allemande en partenariat avec GTZ, le ministère de l'Environnement et de l'Agence nationale des déchets. La principale question évoquée lors de cette rencontre concerne la nécessité pour l'Algérie de s'adapter aux standards internationaux pour ce qui est de ses structures chargées de la gestion des déchets. Il s'agit par là de se placer dans une logique de développement durable, soulignera d'ailleurs M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. Il évoquera ainsi le Programme national de gestion des déchets solides ménagers (Progdem) initié par son département. Le Progdem vise l'éradication des décharges sauvages ainsi que l'organisation de la collecte, le transport et l'élimination des déchets solides municipaux dans les conditions garantissant la protection de l'environnement et la préservation de l'hygiène du milieu par la réalisation, notamment de centres d'enfouissement techniques (CET) et ce, dans l'ensemble des wilayas du pays.

Ce programme a été réalisé dans sa grande partie grâce à un accord de conversion de la dette en projets d'investissement. Il a permis notamment la réalisation d'études de schémas communaux de gestion des déchets solides municipaux, de centres d'enfouissement techniques, la réalisation de déchetteries et de centres de tri ainsi que la dotation en moyens d'exploitation des CET. A ce jour et selon les responsables du ministère de l'Aménagement du territoire de l'Environnement et du Tourisme, 80 centres d'enfouissement techniques sont en cours de réalisation dont 20 sont réalisés et équipés au niveau des chefs-lieux de wilaya et prêts à être mis en exploitation.

Le but étant d'éradiquer complètement les décharges sauvages, véritables plaies pour l'environnement sur tout le territoire national. Le projet comprend aussi la réalisation de petites décharges contrôlées communales ou intercommunales au niveau des agglomérations qui produisent des quantités réduites de déchets municipaux et ne nécessitent donc pas la réalisation de CET. Ceci alors que 76 décharges contrôlées pour les agglomérations de moindre importance sont en projet (5 achevées, 14 en cours de réalisation et 57 en phase d'étude). La fermeture et la réhabilitation des décharges sont aussi au programme dans 7 wilayas. La première phase de ce programme concerne l'étude de la fermeture et de la réhabilitation de sites de décharges à Alger (Oued Smar), Annaba, Skikda, El Tarf, Tébessa, Djelfa et Tiaret sur un total de 20 décharges programmées.

F. Zohra B.